

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Saint-Jérôme | 75017 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Cindy Caron, CPA, OMA, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Jérôme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature  Date 15 mai 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	3
État consolidé de la situation financière	4
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État consolidé des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	7
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Saint-Jérôme

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Jérôme (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences possibles de la situation décrite dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Jérôme au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'indique la note 2, la Ville n'a pas appliqué au 1er janvier 2023 les nouvelles directives du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, ceci constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Considérant que la Ville n'a pas adopté le chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », nous ne sommes pas en mesure de déterminer si des ajustements auraient dû être apportés au passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, aux immobilisations et à l'excédent accumulé au 31 décembre 2023 ainsi qu'à l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Jérôme inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)

(1) CPA auditeur, permis de comptabilité publique No. A128132

Brossard, 14 mai 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	134 878 000	135 320 022	121 264 942
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 184 000	8 342 443	9 019 811
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 224 586	31 672 124	22 867 059
Services rendus	5	7 161 955	7 456 037	7 142 822
Imposition de droits	6	14 778 400	14 470 951	15 263 773
Amendes et pénalités	7	4 183 100	4 793 551	3 527 872
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 500 000	2 475 040	2 330 325
Autres revenus	10	2 424 984	23 913 771	6 204 713
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	179 335 025	228 443 939	187 621 317
Charges				
Administration générale	14	22 234 281	21 992 102	22 276 468
Sécurité publique	15	45 134 100	44 748 079	41 521 915
Transport	16	43 234 600	46 780 276	43 485 109
Hygiène du milieu	17	29 096 200	30 017 120	29 082 933
Santé et bien-être	18	660 100	672 118	520 850
Aménagement, urbanisme et développement	19	8 460 000	8 014 649	8 083 669
Loisirs et culture	20	23 537 372	25 545 112	23 100 556
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	8 376 968	8 155 879	6 744 025
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	180 733 621	185 925 335	174 815 525
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 398 596)	42 518 604	12 805 792
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		341 571 782	328 765 990
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		341 571 782	328 765 990
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		384 090 386	341 571 782

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	16 493 647	26 197 006
Débiteurs (note 5)	2	74 504 444	55 073 169
Prêts (note 6)	3	100 981	134 641
Placements de portefeuille (note 7)	4	10 000 000	27 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	3 456 617	2 885 764
Autres actifs financiers (note 8)	7	1 360 820	38 452
	8	105 916 509	111 329 032
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		128 920
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	52 858 202	50 716 401
Revenus reportés (note 11)	12	8 732 520	6 623 035
Dette à long terme (note 12)	13	280 769 673	269 738 127
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	342 360 395	327 206 483
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(236 443 886)	(215 877 451)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	607 426 226	546 031 474
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 990 621	9 661 270
Stocks de fournitures	20	1 338 902	1 230 451
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	778 523	526 038
	23	620 534 272	557 449 233
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	384 090 386	341 571 782
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	384 090 386	341 571 782
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	384 090 386	341 571 782

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 398 596)	42 518 604	12 805 792
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	93 667 560)	58 852 211)
Produit de cession	3		350 940	103 641
Amortissement	4	27 269 829	31 760 927	28 945 406
(Gain) perte sur cession	5		147 440	(79 022)
Réduction de valeur / Reclassement	6		13 501	100 773
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	27 269 829	(61 394 752)	(29 781 413)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(1 329 351)	(5 487 995)
Variation des stocks de fournitures	10		(108 451)	(90 334)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(252 485)	(96 534)
	13		(1 690 287)	(5 674 863)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	25 871 233	(20 566 435)	(22 650 484)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(215 877 451)	(193 226 967)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(215 877 451)	(193 226 967)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(236 443 886)	(215 877 451)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	42 518 604	12 805 792
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	31 760 927	28 945 406
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3.1	147 440	(79 022)
▪ Reclassement des PDR	3.2	13 501	100 773
	4	74 440 472	41 772 949
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(19 431 275)	(15 277 630)
Autres actifs financiers	6	(1 322 368)	300 974
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	2 141 801	13 149 367
Revenus reportés	8	2 109 485	4 258 290
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(570 853)	152 099
Propriétés destinées à la revente	10	(1 329 351)	(5 487 995)
Stocks de fournitures	11	(108 451)	(90 334)
Autres actifs non financiers	12	(252 485)	(96 534)
	13	55 676 975	38 681 186
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(93 667 560)	(58 852 211)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	350 940	103 641
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(93 316 620)	(58 748 570)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	(134 641)
Remboursement ou cession	20	33 660	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	(27 000 000)
Cession	22	17 000 000	
	23	17 033 660	(27 134 641)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	51 338 600	45 306 395
Remboursement de la dette à long terme	25	(40 227 531)	(44 557 643)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(128 920)	(269)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(79 523)	12 676
Autres			
▪	28.1		
	29	10 902 626	761 159
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(9 703 359)	(46 440 866)
Solde déjà établi	31	26 197 006	72 637 872
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	26 197 006	72 637 872
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	16 493 647	26 197 006

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Jérôme est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes et créé par le décret # 1044-2001 sanctionné le 26 septembre 2001 par le gouvernement du Québec ainsi que ses amendements.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »), à l'exception de la norme SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisation qui n'a pas été appliquée au 1er janvier 2023. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 ainsi que la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux deux partenariats suivants : la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord et la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers consolidés, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 55,85 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 58,81 % en début d'exercice à 58,67 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 69,90 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 71,51 % en début d'exercice à 71,33 % à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, l'obsolescence des stocks, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, la juste valeur des dons d'infrastructures des promoteurs, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Placements de portefeuille

Les placements sont évalués au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

D) Passifs

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Frais reportés

Les frais d'émission et les frais de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire.

Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures :	15 à 40 ans
Bâtiments :	40 ans
Améliorations locatives :	7 à 15 ans
Véhicules :	3 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement :	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 à 10 ans
Autres :	2 à 10 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville à certains employés à contrat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2023 selon la méthode suivante : valeur lissée - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés. Depuis 2020, l'excédent ne peut faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les prêts, les placements de portefeuille et l'actif au titre des avantages sociaux futurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'emprunt temporaire, les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale- instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de la Ville portent principalement sur les informations présentées dans les notes complémentaires. Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	16 493 647	26 197 006
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	16 493 647	26 197 006
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	16 493 647	26 197 006
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	23 441 255	19 648 791

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	9 810 007	8 390 054
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	3 987	3 310
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	38 643 677	28 211 653
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	15 424 736	7 986 111
Organismes municipaux	13	2 289 842	1 089 372
Autres			
▪ Divers	14.1	5 593 728	7 177 004
▪ Contraventions à recevoir	14.2	2 738 467	2 215 665
	15	74 504 444	55 073 169
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	26 934 899	19 645 098
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	20 082	28 812
Autres tiers	19		
	20	26 954 981	19 673 910
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	205 889	161 723
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	17 149 519	11 712 480
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	599 958	1 113 405
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	5 144 451	173 539
Ministère de la Culture et des Communications	25	895 786	874 600
Autres ministères/organismes	26	14 853 963	14 337 629
	27	38 643 677	28 211 653

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prêt à un organisme	30.1	100 981	134 641
	31	100 981	134 641
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	10 000 000	27 000 000
	35	10 000 000	27 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

La Ville détient un certificat de placement garanti de durée de 3 mois ayant un taux d'intérêt de 5,92%.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	1 360 820	38 452
Autres	39		
	40	1 360 820	38 452

Note**9. Emprunts temporaires****MARGE DE CRÉDIT**

La Ville dispose au 31 décembre 2023 d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 13 467 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière moins 0,55% soit 6.65 % (6,45 % au 31 décembre 2022). Cette marge de crédit n'est pas utilisé au 31 décembre 2023.

La régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord dispose d'une marge de crédit bancaire de 150 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière de 7,45 % (6,45 % au 31 décembre 2022) et est renouvelable annuellement.

EMPRUNT À DEMANDE

La Régie disposait d'un emprunt à demande de 912 925 \$. Cet emprunt a complètement été payé et fermé en cours d'année 2023.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	20 473 215	20 937 981
Salaires et avantages sociaux	42	5 218 493	4 700 265
Dépôts et retenues de garantie	43	11 920 056	11 094 369
Provision pour contestations d'évaluation	44	320 380	369 896
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	45.1	2 262 589	2 555 625
▪ Gouvernement du Canada	45.2	721 636	744 361
▪ Autres organismes municipaux	45.3	102 165	88 191
▪ Intérêts courus	45.4	1 908 264	1 507 010
▪ Autres	45.5	9 931 404	8 718 703
	46	52 858 202	50 716 401

Note**Provision pour contestations d'évaluations**

Des contestations d'évaluations foncières de l'ordre de 27 523 300 \$ qui correspond à une valeur au rôle contestée de 138 777 000 \$ contre une valeur demandée de 111 253 700 \$. À cet égard, la Ville a une provision sur contestations d'évaluation dans ses livres au 31 décembre 2023 de 320 380 \$ (369 896 \$ au 31 décembre 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	1 078 764	1 055 081
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Activités saisonniers, divers	60.1	2 181 048	1 197 139
▪ Programmes d'AccèsLogis Québec	60.2	5 111 896	4 370 815
▪ Quote-Part 2024	60.3	335 121	
▪ Quote-Part investissement	60.4	25 691	
	61	8 732 520	6 623 035

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,50	2024	2043	62	271 719 169	260 079 009
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	2,90	5,43	2037	2042	69	11 363 640	11 892 731
					70	283 082 809	271 971 740
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(2 313 136)	(2 233 613)
					72	280 769 673	269 738 127

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73		23 443 613		548 822	23 992 435
2025	74		22 784 795		567 632	23 352 427
2026	75		21 074 609		587 300	21 661 909
2027	76		29 368 152		608 208	29 976 360
2028	77		19 659 000		621 046	20 280 046
2029 et plus	78		155 389 000		8 430 632	163 819 632
	79		271 719 169		11 363 640	283 082 809
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		271 719 169		11 363 640	283 082 809

Note

Les refinancements ne sont pas pris en compte dans le calcul des versements estimatifs.

Les montants de dettes à long terme qui doivent être refinancés au cours des 5 prochaines années sont les suivants :

Année	Montant
2024	32 262 000 \$
2025	17 930 000 \$
2026	27 774 000 \$
2027	27 751 000 \$
2028	43 197 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	5 230 000	4 615 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(1 773 383)	(1 729 236)
	84	3 456 617	2 885 764
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	7 049 000	6 906 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	63 989	280 099
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	99 086	93 959
	90	7 212 075	7 280 058

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	150 339 987	13 673 342		164 013 329
Eaux usées	103	163 596 633	11 793 614		175 390 247
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	350 603 241	43 831 703		394 434 944
Autres					
▪	105.1	104 496 704	20 752 673		125 249 377
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	104 935 619	5 013 277		109 948 896
Améliorations locatives	108	1 733 750	45 491		1 779 241
Véhicules	109	13 107 263	2 384 054	903 196	14 588 121
Ameublement et équipement de bureau	110	5 759 656	757 723	367	6 517 012
Machinerie, outillage et équipement divers	111	20 285 036	2 914 489	361 808	22 837 717
Terrains	112	37 925 805	4 028 167	332 243	41 621 729
Autres	113	4 483 650	213 560		4 697 210
	114	957 267 344	105 408 093	1 597 614	1 061 077 823
Immobilisations en cours	115	18 114 390	(11 740 533)	13 501	6 360 356
	116	975 381 734	93 667 560	1 611 115	1 067 438 179
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	65 624 103	3 788 198		69 412 301
Eaux usées	118	82 515 872	4 018 949		86 534 821
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	175 471 620	13 418 050		188 889 670
Autres					
▪	120.1	50 645 589	4 208 694		54 854 283
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	27 745 274	2 796 123		30 541 397
Améliorations locatives	123	1 276 209	58 020		1 334 229
Véhicules	124	8 033 949	1 128 715	791 215	8 371 449
Ameublement et équipement de bureau	125	3 591 051	738 694	318	4 329 427
Machinerie, outillage et équipement divers	126	11 231 221	1 260 964	307 701	12 184 484
Autres	127	3 215 372	344 520		3 559 892
	128	429 350 260	31 760 927	1 099 234	460 011 953
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	546 031 474			607 426 226
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	763 850			763 850
Amortissement cumulé	131	(101 173)			(101 173)
Valeur comptable nette	132	662 677			662 677

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	1 546 898	2 310 080
Immeubles industriels municipaux	134	9 315 898	7 223 365
Autres	135	1 488 645	166 277
	136	12 351 441	9 699 722
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	1 360 820	38 452
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	10 990 621	9 661 270

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Divers	144.1	778 523	526 038
Autres			
▪	145.1		
	146	778 523	526 038

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville et ses partenaires se sont engagés pour les années futures pour une somme globale de 22 168 250 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes, présentées selon la dépense nette (dépense incluant une portion de la taxe de vente du Québec) :

2024 -	13 592 960 \$
2025 -	4 286 405 \$
2026 -	1 769 111 \$
2027 -	1 540 092 \$
2028 et suivantes -	979 682 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville a également des accords en lien avec ses dépenses en immobilisation donnant lieu à des droits contractuels à la hauteur de 22 765 418 \$.

La Ville a également contracté un contrat en assurance collective par le biais d'un regroupement d'assurances collectives administré par l'UMQ. Ce dernier est valide jusqu'au 31 mai 2024 et les taux sont recalculés chaque année à partir de l'expérience de l'année précédente. Le montant de cette obligation ne peut donc pas être évalué.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville et ses partenaires ont conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2028 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 5 024 184 \$ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant :

2024	-	1 643 070 \$
2025	-	1 634 238 \$
2026	-	1 289 882 \$
2027	-	330 812 \$
2028	-	126 182 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪ Gestion D.G. Guilbault	147.1		99 999
	148		99 999
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		99 999

La Ville de Saint-Jérôme a accepté de se rendre caution pour le bail à intervenir avec Gestion D.G. Guilbault Itée et le Club de gymnastique Les Zénith de Saint-Jérôme inc., pour un montant ne pouvant excéder 99 999 \$ pour la durée totale du bail. Résolution CM-8516/13-03-19 pour une période de 5 ans du 1er mars 2013 au 28 février 2018 et reconduite par la résolution CM-12133/18-02-20 pour 5 périodes additionnelles de 1 an se terminant le 28 février 2023. Lors du renouvellement du bail le 18 octobre 2022, cette clause a été retiré.

B) Auto-assurance

La Ville assure trente-huit principaux emplacements et s'auto-assure pour les autres emplacements de moindre envergure.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à près de 18.1 M \$ ont été entreprises contre la Ville :

- Travaux de construction : 11,7 M \$
- recours en dommages matériels: 0.7 M \$
- autres : 5.7 M \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Au moment de la mise au point définitive des états financiers consolidés, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser. La Ville a tout de même provisionné à ces états financiers consolidés un montant de 1.6 M \$ relativement à ces poursuites en se basant sur son estimation des déboursés probables à l'issue de ces dossiers.

Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. Advenant un accueil favorable ou défavorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou réclamation non provisionnée serait imputée aux résultats de l'exercice en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

La Ville a octroyé en 2022 un contrat pour des travaux de prolongement du réseau d'aqueduc. Il est prévu dans les clauses de l'appel d'offre que des pénalités seront appliqués en cas de dépassement des délais. La ville et l'entrepreneur ne s'entendent pas sur l'application de ces pénalités qui s'élèvent à environ 1,5M\$ au 31 décembre 2023. Cette estimation du gain potentiel comprend la pénalité journalière prévue au contrat de même que les coûts indirects supplémentaires assumés par la ville pendant cette même période.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les résultats détaillés par organismes.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes municipales, taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes, des comptes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada et ses entreprises), aux prêts, aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir. L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, taxes-certificats de vente pour vente pour défaut de paiement des taxes, des comptes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada et ses entreprises et Autres - Divers (mutations), est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minimale. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, autres que les taxes municipales, taxes-certificats de vente pour vente pour défaut de paiement des taxes, des comptes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada et ses entreprises et Autres - Divers (mutations), soit les organismes municipaux, Autres (divers) et les contraventions à recevoir, déduction faite pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Non en souffrance	67 603 962 \$	48 629 359 \$
moins de 30 jours	2 000 121 \$	2 868 718 \$
de 30 à 60 jours	811 019 \$	476 418 \$
plus de 60 jours	4 295 231 \$	3 260 397 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(205 889 \$)	(161 723 \$)
	74 504 444 \$	55 073 169 \$

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux. Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

					2023
	Moins d'un an	De 1 à 2 ans	de 3 à 4 ans	5 ans et plus	Total
Créditeurs et charges à payer	52 858 202 \$	- \$	- \$	- \$	52 858 202 \$
Dette à long terme	23 992 435 \$	45 014 336 \$	50 256 406 \$	163 819 632 \$	283 082 809 \$
	76 850 637 \$	45 014 336 \$	50 256 406 \$	163 819 632 \$	335 941 011 \$
					2022
	Moins d'un an	De 1 à 2 ans	de 3 à 4 ans	5 ans et plus	Total
Créditeurs et charges à payer	50 716 401 \$	- \$	- \$	- \$	50 716 401 \$
Dette à long terme	22 972 322 \$	45 228 370 \$	49 117 588 \$	154 653 460 \$	271 971 740 \$
	73 688 723 \$	45 228 370 \$	49 117 588 \$	154 653 460 \$	322 688 141 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque. La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois. La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2023	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<i>Actifs financiers</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- \$	16 493 647 \$	16 493 647 \$
Prêts	100 981 \$	- \$	100 981 \$
Placements de portefeuille	10 000 000 \$	- \$	10 000 000 \$
<i>Passifs financiers</i>			
Emprunts temporaires	- \$	- \$	- \$
Dettes à long terme	283 082 809 \$	- \$	283 082 809 \$
31 décembre 2022			
<i>Actifs financiers</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- \$	26 197 006 \$	26 197 006 \$
Prêts	134 641 \$	- \$	134 641 \$
Placements de portefeuille	27 000 000 \$	- \$	27 000 000 \$
<i>Passifs financiers</i>			
Emprunts temporaires	128 920 \$	- \$	128 920 \$
Dettes à long terme	271 971 740 \$	- \$	271 971 740 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Budget 2023	Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	121 108 344	134 878 000	135 320 022		135 320 022
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 019 811	8 184 000	8 342 443		8 342 443
Quotes-parts	3				2 234 193	
Transferts	4	6 371 438	6 204 200	6 354 004	26 836	6 380 840
Services rendus	5	6 638 790	6 557 200	6 870 789	626 588	7 456 037
Imposition de droits	6	15 263 773	14 778 400	14 470 951		14 470 951
Amendes et pénalités	7	3 527 872	4 183 100	4 793 551		4 793 551
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	2 330 325	1 500 000	2 475 040		2 475 040
Autres revenus	10	2 080 413	2 418 700	722 166	246 428	968 594
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	166 340 766	178 703 600	179 348 966	3 134 045	180 207 478
Investissement						
Taxes	13	156 598				
Quotes-parts	14				1 477	
Transferts	15	16 435 196		25 291 284		25 291 284
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	2 584 018		18 740 988		18 740 988
Autres	18	1 514 997		4 204 189		4 204 189
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	20 690 809		48 236 461	1 477	48 236 461
	22	187 031 575	178 703 600	227 585 427	3 135 522	228 443 939
Charges						
Administration générale	23	21 460 594	21 224 900	21 113 450	886 652	21 992 102
Sécurité publique	24	40 299 942	44 146 500	43 351 353	1 396 726	44 748 079
Transport	25	29 209 980	29 432 400	31 113 778	15 693 624	46 780 276
Hygiène du milieu	26	20 696 995	21 007 100	21 255 736	8 761 384	30 017 120
Santé et bien-être	27	562 093	660 100	672 118		672 118
Aménagement, urbanisme et développement	28	8 036 237	8 427 500	7 944 771	69 878	8 014 649
Loisirs et culture	29	19 188 086	20 387 600	20 791 952	4 455 564	25 545 112
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	6 360 617	7 994 200	7 778 895		376 984
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	28 449 490	26 804 600	31 263 828 (	31 263 828)	
	34	174 264 034	180 084 900	185 285 881	2 916 460	185 925 335
Excédent (déficit) de l'exercice	35	12 767 541	(1 381 300)	42 299 546	219 062	42 518 604

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 767 541	(1 381 300)	42 299 546	42 518 604
Moins : revenus d'investissement	2 (	20 690 809)	)	48 236 461)	48 236 461)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(7 923 268)	(1 381 300)	(5 936 915)	(5 717 857)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	28 449 490	26 804 600	31 263 828	31 760 927
Produit de cession	5	103 641		115 685	350 940
(Gain) perte sur cession	6	(79 022)		377 021	147 440
Réduction de valeur / Reclassement	7	100 773		13 501	13 501
	8	28 574 882	26 804 600	31 770 035	32 272 808
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	441 143		31 766	31 766
Réduction de valeur / Reclassement	10	(100 773)		(13 501)	(13 501)
	11	340 370		18 265	18 265
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12		30 000	33 660	33 660
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15		30 000	33 660	33 660
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (	23 401 073)	21 162 400)	22 253 214)	23 230 054)
	18	(23 401 073)	(21 162 400)	(22 253 214)	(23 230 054)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	2 394 684)	2 100 000)	1 923 081)	1 944 717)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			2 137 600	2 137 600
Excédent de fonctionnement affecté	21	6 863 119	(240 900)	395 354	605 655
Réserves financières et fonds réservés	22	1 317 627	(1 950 000)	(1 663 593)	(1 663 593)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	5 786 062	(4 290 900)	(1 053 720)	(865 055)
	26	11 300 241	1 381 300	8 515 026	8 229 624
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 376 973		2 578 111	2 511 767

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	20 690 809	48 236 461	1 477	48 236 461
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	521 219)(	598 149)(	)	598 149)
Sécurité publique	3 (	1 165 363)(	4 176 920)(	)	4 176 920)
Transport	4 (	29 000 577)(	46 647 625)(	)	46 647 625)
Hygiène du milieu	5 (	7 092 406)(	22 163 536)(	)	22 163 536)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	781 584)(	1 746 535)(	)	1 746 535)
Loisirs et culture	8 (	20 296 955)(	18 313 159)(	21 636)(	18 334 795)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	58 858 104)(	93 645 924)(	21 636)(	93 667 560)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	5 527 391)(	2 669 984)(	)	2 669 984)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	134 641)()))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	16 296 402	26 259 685		26 259 685
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	2 394 684	1 923 081	20 159	1 944 717
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	3 777 281	123 000		123 000
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 085 027	2 448 385		2 448 385
Réserves financières et fonds réservés	18	10 588 377	5 713 496		5 713 496
	19	17 845 369	10 207 962	20 159	10 229 598
	20	(30 378 365)	(59 848 261)	(1 477)	(59 848 261)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(9 687 556)	(11 611 800)		(11 611 800)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	25 139 465	15 837 095	656 552	16 493 647
Débiteurs (note 5)	2	54 915 724	74 178 332	326 112	74 504 444
Prêts (note 6)	3	134 641	100 981		100 981
Placements de portefeuille (note 7)	4	27 000 000	10 000 000		10 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	2 885 764	3 456 617		3 456 617
Autres actifs financiers (note 8)	7	38 452	1 360 820		1 360 820
	8	110 114 046	104 933 845	982 664	105 916 509
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	50 365 599	52 529 852	328 350	52 858 202
Revenus reportés (note 11)	12	6 269 574	8 187 339	545 181	8 732 520
Dettes à long terme (note 12)	13	256 947 701	268 929 925	11 839 748	280 769 673
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	313 582 874	329 647 116	12 713 279	342 360 395
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(203 468 828)	(224 713 271)	(11 730 615)	(236 443 886)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	529 341 168	591 217 057	16 209 169	607 426 226
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	9 661 270	10 990 621		10 990 621
Stocks de fournitures	20	1 225 801	1 333 676	5 226	1 338 902
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	427 065	657 939	120 584	778 523
	23	540 655 304	604 199 293	16 334 979	620 534 272
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	10 562 541	5 880 096	154 420	6 034 516
Excédent de fonctionnement affecté	25	9 782 758	10 633 891	138 941	10 772 832
Réserves financières et fonds réservés	26	20 047 969	17 493 528		17 493 528
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(5 240 035)	(5 034 712)	22 488)	(5 057 200)
Financement des investissements en cours	28	(3 203 913)	(15 006 091)		(15 006 091)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	305 237 156	365 519 310	4 333 491	369 852 801
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	337 186 476	379 486 022	4 604 364	384 090 386
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	72 606 500	74 643 080	75 510 708	69 801 804
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	17 358 500	18 326 756	18 482 104	16 146 250
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	45 627 900	43 672 974	44 651 039	44 894 574
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	7 231 300	7 047 862	7 067 506	6 104 928
D'autres organismes municipaux	10	200	204	345 348	343 344
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	762 700	835 973	835 973	372 915
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		(105 144)	(92 948)	(77 162)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	7 215 200	7 214 659	4 978 989	4 596 763
Transferts	15				
Autres	16	4 000	5 000	5 000	2 000
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	2 172 800	2 559 344	2 559 344	2 100 468
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	26 804 600	31 263 828	31 760 927	28 945 406
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1		140 084	140 084	608 404
Imprévus	21.2	301 200	(318 739)	(318 739)	975 831
	22	180 084 900	185 285 881	185 925 335	174 815 525

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 034 516	10 894 643
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 772 832	10 020 663
Réserves financières et fonds réservés	3	17 493 528	20 047 969
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(5 057 200)	(5 267 494)
Financement des investissements en cours	5	(15 006 091)	(3 203 913)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	369 852 801	309 079 914
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	384 090 386	341 571 782
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 880 096	10 562 541
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	154 420	332 102
	11	6 034 516	10 894 643
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget - Exercice suivant	12.1		925 000
▪ Situations exceptionnelles	12.2	2 500 000	2 500 000
▪ Assurances générales	12.3	1 000 000	1 000 000
▪ Ester en justice	12.4	1 000 000	1 000 000
▪ Acquisition d'immobilisations	12.5		2 303 374
▪ Maintien d'actifs	12.6	1 600 000	
▪ Implantation d'un système d'information en Ressources humaines	12.7	2 500 000	
▪ Paiement comptant des activités d'investissement	12.8	1 000 000	673 244
▪ Divers projets	12.9	1 033 891	1 381 140
	13	10 633 891	9 782 758
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget d'investissement	14.1	4 552	4 423
▪ Restauration de la pulperie	14.2	22 005	25 517
▪ Budget	14.3	112 384	207 965
	15	138 941	237 905
	16	10 772 832	10 020 663

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Boues usées	17.1 432 529	10 675
▪ Gestion des actifs	17.2 375 434	2 198 023
▪ Déneigement	17.3 2 000 000	2 000 000
▪ Élections municipales	17.4 697 178	494 926
▪ Confection des plans et devis	17.5 1 943 957	1 690 492
▪ Mesures compensatoires	17.6 2 107 468	768 711
▪ Autres	17.7 759 019	480 926
	18 8 315 585	7 643 753
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 2 978 186	5 159 435
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 2 974 270	3 871 650
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	110 066
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪ Fonds parc et terrain de jeu	30.1 669 000	669 000
▪ Fonds de logement social	30.2 2 519 987	2 557 565
▪ Fonds de stationnement	30.3 36 500	36 500
	31 9 177 943	12 404 216
	32 17 493 528	20 047 969

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
Frais financiers	57 (	22 488)(
	57 (	22 488)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	(5 034 712)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	(5 240 035)
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	(5 034 712)
	63	(5 240 035)
	64 (	5 057 200)(
	64 (	5 267 494)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	10 580 695	9 347 858
Investissements à financer	66 (	25 586 786)(	12 551 771)
	67	(15 006 091)	(3 203 913)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	607 426 226	546 031 474
Propriétés destinées à la revente	69	12 351 441	9 699 722
Prêts	70	100 981	134 641
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	619 878 648	555 865 837
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	619 878 648	555 865 837
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (	280 769 673)(	269 738 127)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	2 313 136)(	2 233 613)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	28 002 083	19 920 645
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	5 054 879	5 265 172
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	250 025 847)(	246 785 923)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (	250 025 847)(	246 785 923)
	84	369 852 801	309 079 914

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Saint-Jérôme parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des employés du Service de police de la Ville de Saint-Jérôme et le Régime de retraite en faveur des employés de la Ville de Saint-Jérôme. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite. Les dernières évaluations actuarielles ont été produites au 31 décembre 2022. Les contestations en cours relativement à la Loi RRSM n'empêchent pas la constatation de la réduction des bénéficiaires des participants actifs. Il existe cependant un risque liés à cette interprétation.

La Loi RCR et la Loi RRSM prévoient la constitution du fonds de stabilisation lequel est alimenté par des cotisations de stabilisation et des gains actuariels. Selon la situation financière, le fonds de stabilisation doit servir à financer les cotisations d'équilibre ou à octroyer de l'indexation après la retraite. Le règlement du Régime prévoit que le fonds de stabilisation doit atteindre le niveau de la PED du Nouveau volet. L'employeur et les employés du Régime de retraite des employés du Service de police de la Ville de Saint-Jérôme versent à parts égales toutes les cotisations requises au Nouveau volet du Régime. L'employeur et les employés du Régime de retraite en faveur des employés de la Ville de Saint-Jérôme versent à parts égales toutes les cotisations requises au Nouveau volet du Régime.

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	4 615 000	4 507 000
Charge de l'exercice	4	(7 049 000)	(6 906 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	7 664 000	7 014 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	5 230 000	4 615 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	311 721 000	286 824 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(308 121 000)	(285 536 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	3 600 000	1 288 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	1 630 000	3 327 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	5 230 000	4 615 000
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	5 230 000	4 615 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 282 000	13 926 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime		
	14 282 000	13 926 000
Cotisations salariales des employés	(7 595 000)	(7 359 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	()	()
	6 687 000	6 567 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	468 000	427 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime		
Variation de la provision pour moins-value		
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	7 155 000	6 994 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	17 341 000	15 582 000
Rendement espéré des actifs	(17 447 000)	(15 670 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	(106 000)	(88 000)
Charge de l'exercice	7 049 000	6 906 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	18 024 000	14 211 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	(17 447 000)	(15 670 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	577 000	(1 459 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	5 538 800	924 000
Prestations versées au cours de l'exercice	8 386 000	8 786 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	300 807 000	268 057 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	25 626 800	23 405 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	57 474 200	60 368 000
DMERCA du nouveau volet	11	13
DMERCA de l'ancien volet	15	16
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	31	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	6,12 %	6,01 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	6,01 %	5,81 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	3,21 %	3,08 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	2

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville accorde une prime d'incitation à la retraite aux employés permanents du service de police et du service des incendies, de mille dollars (1 000 \$) par année de service pour un maximum de vingt mille dollars (20 000 \$) aux conditions suivantes :

1. Avoir entre cinquante-cinq (55) ans et cinquante-neuf (59) ans;
2. Avoir avisé la Ville au plus tard le 31 décembre précédent la date de son intention de prendre sa retraite;
3. Prendre sa retraite avant d'avoir atteint soixante (60) ans.

Cette prime est versée à son départ, dans son régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou au comptant, au choix de l'employé.

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 729 236)	(1 469 137)
Charge de l'exercice	56 (63 989)	(280 099)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 19 842	20 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 773 383)	(1 729 236)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 773 383)	(1 729 236)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 773 383)	(1 729 236)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 773 383)	(1 729 236)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 773 383)	(1 729 236)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	63 989
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	280 099
	72	63 989
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	63 989
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	280 099
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	63 989
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	63 989
		280 099
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

Les employés permanents de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord participent à un régime volontaire d'épargne retraite (RVER) où la cotisation de la Régie égale la cotisation de l'employé pour un maximum de 3% du le salaire brut gagné.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	29 402	27 881
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	99 086	93 959
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	99 086	93 959

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	90 616 400	90 726 371	78 325 249
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	18 943 500	18 916 411	17 986 676
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	3 982 700	3 996 901	4 840 212
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10	238 600	291 088	231 959
	11	113 781 200	113 930 771	101 384 096
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	7 220 800	7 216 819	6 298 500
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	3 319 100	3 329 099	3 218 295
Matières résiduelles	15	6 378 400	6 408 961	5 904 865
Autres				
▪ Fosses septiques	16.1	304 900	304 452	303 316
Centres d'urgence 9-1-1	17	384 000	422 364	399 211
Service de la dette	18	3 489 600	3 707 556	3 600 061
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			156 598
	22	21 096 800	21 389 251	19 880 846
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	21 096 800	21 389 251	19 880 846
	27	134 878 000	135 320 022	121 264 942

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	2 164 000	2 318 307	2 468 108
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	1 973 300	1 985 734	2 141 311
Cégeps et universités	32	971 600	977 267	1 089 051
Écoles primaires et secondaires	33	2 538 400	2 555 852	2 793 033
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	7 647 300	7 837 160	8 491 503
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	152 300	118 868	147 481
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	152 300	118 868	147 481
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	384 400	386 415	380 827
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	384 400	386 415	380 827
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	8 184 000	8 342 443	9 019 811

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48	875 000	1 154 822	1 326 853
Sécurité incendie	49		10 499	10 499
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	172 300	131 617	189 652
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	4 200	18 251	5 235
Réseau de distribution de l'eau potable	63	56 400	153 279	78 397
Traitement des eaux usées	64	25 500	17 033	30 447
Réseaux d'égout	65	109 300	186 370	132 361
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	760 500	902 828	858 810
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72		17 500	17 500
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77		50 000	50 000
Rénovation urbaine	78		1 881	1 881 644
Promotion et développement économique	79	247 500	73 055	73 055 702 500
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	378 200	365 741	365 741 53 382
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	250 300	257 749	257 749 245 095
Autres	83	50 000	45 021	71 857 61 905
Réseau d'électricité	84			
	85	2 929 200	3 385 646	3 412 482 3 685 281

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	11 308 929	11 308 929	4 576 623
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	1 868 057	1 868 057	288 386
Réseau de distribution de l'eau potable	102	5 636 661	5 636 661	2 147 811
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104	709 217	709 217	539 899
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105	452 202	452 202	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	5 316 218	5 316 218	8 889 520
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	25 291 284	25 291 284	16 442 239

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	2 100 000	1 692 790	1 669 592
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	1 175 000	1 273 027	1 013 517
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134		2 541	56 430
	135	3 275 000	2 968 358	2 739 539
TOTAL DES TRANSFERTS	136	6 204 200	31 645 288	22 867 059

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137	90 000	97 921	84 919
Évaluation	138			
Autres	139	9 100	2 858	8 598
	140	99 100	100 779	93 517
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	218 600	260 020	153 669
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	218 600	260 020	153 669
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	1 401 000	672 711	1 675 757
Réseau de distribution de l'eau potable	153	2 700		92 375
Traitement des eaux usées	154	24 900	34 437	24 895
Réseaux d'égout	155	5 600		5 429
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	1 434 200	707 148	1 798 456

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	17 773	17 773	
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175	99 500	67 879	70 062
	176	99 500	85 652	70 062
Réseau d'électricité	177			
	178	1 851 400	1 153 599	1 738 847
				2 115 704

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179	38 000	55 202	41 647
Évaluation	180			
Autres	181	536 400	660 186	630 989
	182	574 400	715 388	672 636
Sécurité publique				
Police	183	721 000	1 304 440	860 540
Sécurité incendie	184	29 300	58 796	27 793
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	750 300	1 363 236	888 333
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	10 000	8 225	12 536
Enlèvement de la neige	189	10 600	15 447	13 380
Autres	190	768 000	961 219	813 988
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191	123 900	187 108	144 963
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	912 500	1 171 999	984 867
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198	23 100	35 225	14 013
Réseaux d'égout	199			
	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	39 900		40 627
Matières recyclables	202	11 000	16 921	8 101
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	74 000	52 146	62 741

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214	1 152 200	1 162 842	1 162 842
Autres	215			
	216	1 152 200	1 162 842	1 162 842
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	990 500	1 132 046	1 132 046
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	13 400	36 808	36 808
Autres	219	238 500	82 725	82 725
	220	1 242 400	1 251 579	1 251 579
Réseau d'électricité	221			
	222	4 705 800	5 717 190	5 027 118
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	6 557 200	6 870 789	7 142 822

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	3 778 400	2 534 162	2 263 281
Droits de mutation immobilière	225	11 000 000	11 936 789	13 000 492
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	14 778 400	14 470 951	15 263 773
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	4 183 100	4 793 551	3 527 872
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	1 500 000	2 475 040	2 330 325
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		(377 021)	79 022
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		409 982	1 226 575
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236	10 000	18 741 260	2 606 586
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238	77 700	92 166	98 733
Autres contributions	239		4 204 189	653 515
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	2 331 000	596 767	1 540 282
	242	2 418 700	23 667 343	6 204 713
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 829 500	1 702 386	42 908	1 745 294	1 745 294	1 844 573
Greffe et application de la loi	2	3 518 800	3 359 698	59 994	3 419 692	3 419 692	3 143 354
Gestion financière et administrative	3	11 800 900	12 079 098	59 353	12 138 451	12 138 451	10 984 730
Évaluation	4	774 100	769 657		769 657	769 657	1 079 490
Gestion du personnel	5	2 636 200	2 619 971	4 357	2 624 328	2 624 328	2 622 157
Autres							
▪ Autres	6.1	665 400	582 640	720 040	1 302 680	1 294 680	2 602 164
	7	21 224 900	21 113 450	886 652	22 000 102	21 992 102	22 276 468
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	33 142 500	31 768 428	890 511	32 658 939	32 658 939	30 857 067
Sécurité incendie	9	9 755 400	10 470 346	503 276	10 973 622	10 973 622	9 668 056
Sécurité civile	10	278 800	82 170	2 939	85 109	85 109	41 798
Autres	11	969 800	1 030 409		1 030 409	1 030 409	954 994
	12	44 146 500	43 351 353	1 396 726	44 748 079	44 748 079	41 521 915
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	7 602 600	8 924 790	14 216 089	23 140 879	23 140 879	19 665 618
Enlèvement de la neige	14	13 457 200	14 024 762	361 873	14 386 635	14 386 635	14 278 154
Éclairage des rues	15	1 133 700	1 032 503	580 436	1 612 939	1 612 939	1 752 164
Circulation et stationnement	16	2 246 000	1 894 500	334 139	2 228 639	2 228 639	2 172 264
Transport collectif							
Transport en commun	17	4 992 900	5 237 223	154 977	5 392 200	5 392 200	5 616 909
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20			46 110	46 110	18 984	
	21	29 432 400	31 113 778	15 693 624	46 807 402	46 780 276	43 485 109

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	4 861 300	4 847 710	1 059 793	5 907 503	5 907 503	4 980 787
Réseau de distribution de l'eau potable	23	3 159 000	3 637 657	2 964 237	6 601 894	6 601 894	6 282 318
Traitement des eaux usées	24	1 146 100	1 026 269	1 717 878	2 744 147	2 744 147	5 283 265
Réseaux d'égout	25	1 841 400	1 762 972	2 320 917	4 083 889	4 083 889	3 899 343
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	2 561 500	3 499 755	6 960	3 506 715	3 506 715	2 182 580
Élimination	27	1 756 300	1 281 895		1 281 895	1 281 895	1 122 703
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	2 330 500	2 059 244	334 150	2 393 394	2 393 394	2 172 109
Tri et conditionnement	29	228 300	770 238		770 238	770 238	205 207
Matières organiques							
Collecte et transport	30	1 291 400	156 854		156 854	156 854	1 077 814
Traitement	31	499 100	412 292		412 292	412 292	379 637
Matériaux secs	32	101 500	183 658		183 658	183 658	512 136
Autres	33	749 600	947 759	357 449	1 305 208	1 305 208	667 108
Plan de gestion							
Autres	35						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	37	274 100	497 654		497 654	497 654	118 774
Autres	38	207 000	171 779		171 779	171 779	199 152
	39	21 007 100	21 255 736	8 761 384	30 017 120	30 017 120	29 082 933
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	612 500	627 370		627 370	627 370	477 277
Sécurité du revenu	41						
Autres	42	47 600	44 748		44 748	44 748	43 573
	43	660 100	672 118		672 118	672 118	520 850

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	6 079 800	5 907 717	57 323	5 965 040	5 965 040	5 251 109
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45			4 928	4 928	4 928	
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	2 227 000	1 928 962		1 928 962	1 928 962	2 262 170
Tourisme	48	43 700	778		778	778	35 163
Autres	49	77 000	75 548	7 627	83 175	83 175	94 082
Autres	50		31 766		31 766	31 766	441 145
	51	8 427 500	7 944 771	69 878	8 014 649	8 014 649	8 083 669
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	966 800	1 129 733	745 787	1 875 520	1 875 520	1 614 601
Patinoires intérieures et extérieures	53	4 651 700	4 957 736	375 595	5 333 331	5 333 331	4 650 238
Piscines, plages et ports de plaisance	54	324 800	299 772	10 852	310 624	310 624	327 079
Parcs et terrains de jeux	55	6 061 700	5 971 921	3 164 883	9 136 804	9 136 804	8 580 858
Parcs régionaux	56	112 700	86 014		86 014	86 014	107 192
Expositions et foires	57						
Autres	58	1 393 400	1 279 487		1 279 487	1 577 079	789 398
	59	13 511 100	13 724 663	4 297 117	18 021 780	18 319 372	16 069 366
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	1 613 600	1 879 147	124 849	2 003 996	2 003 996	1 939 419
Bibliothèques	61	3 819 100	3 999 918		3 999 918	3 999 918	4 021 044
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62	5 000	9 109	33 423	42 532	42 532	3 752
Autres ressources du patrimoine	63	39 400	28 204	175	28 379	28 379	20 985
Autres	64	1 399 400	1 150 911		1 150 911	1 150 915	1 045 990
	65	6 876 500	7 067 289	158 447	7 225 736	7 225 740	7 031 190
	66	20 387 600	20 791 952	4 455 564	25 247 516	25 545 112	23 100 556

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	7 365 200	7 254 090		7 254 090	7 618 878	6 239 120
Autres frais	69	629 000	629 949		629 949	629 949	582 067
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70		(106 000)		(106 000)	(106 000)	(88 000)
Autres	71		856		856	13 052	10 838
	72	7 994 200	7 778 895		7 778 895	8 155 879	6 744 025
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	26 804 600	31 263 828 (	31 263 828)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	9 812 101	9 812 101	5 381 685
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 085 945	3 085 945	368 977
Usines et bassins d'épuration	3	177 214	177 214	156 012
Conduites d'égout	4	8 715 396	8 715 396	6 592 605
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	37 143 802	37 141 375	21 462 415
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 587 772	3 587 772	339 986
Aires de stationnement	9	805 536	805 536	8 158
Parcs et terrains de jeux	10	14 548 921	14 548 921	5 619 272
Autres infrastructures	11	71 366	71 366	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 325 718	4 325 718	143 055
Édifices communautaires et récréatifs	14	883 099	909 535	12 966 530
Améliorations locatives	15	45 491	45 491	122 482
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 384 472	2 384 054	1 141 073
Ameublement et équipement de bureau	18	756 681	757 723	738 442
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 845 892	2 851 270	1 630 659
Terrains	20	4 209 006	4 200 631	1 891 613
Autres	21	247 512	247 512	295 140
	22	93 645 924	93 667 560	58 858 104

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	5 357 371	5 357 371	3 523 375
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 085 945	3 085 945	368 977
Usines et bassins d'épuration	3	177 214	177 214	156 012
Conduites d'égout	4	1 944 275	1 944 275	2 927 124
Autres infrastructures	5	40 923 679	40 921 252	18 700 428
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	4 454 730	4 454 730	1 858 310
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	6 771 121	6 771 121	3 665 481
Autres infrastructures	10	15 233 718	15 233 718	8 729 403
Autres immobilisations corporelles	11	15 697 871	15 721 934	18 928 994
	12	93 645 924	93 667 560	58 858 104

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	3 871 650	201 646	1 099 026	2 974 270
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	55 729 684	7 108 702	12 377 559	50 460 827
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	192 449 761	34 229 682	25 033 814	201 645 629
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	252 051 095	41 540 030	38 510 399	255 080 726
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	19 645 098	8 998 203	1 708 402	26 934 899
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	28 812		8 730	20 082
Autres tiers	12				
	13	19 673 910	8 998 203	1 717 132	26 954 981
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	246 735	800 367		1 047 102
	15	19 920 645	9 798 570	1 717 132	28 002 083
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	19 920 645	9 798 570	1 717 132	28 002 083
	19	271 971 740	51 338 600	40 227 531	283 082 809
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	271 971 740	51 338 600	40 227 531	283 082 809

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	271 184 640
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	25 586 786
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	2 974 270
Débiteurs	8	26 954 981
Autres montants	9	1 044 778
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	8 273 906
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	257 523 491
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	257 523 491
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	194 900
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	8 618 000
Endettement total net à long terme	18	266 336 391
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	266 336 391
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	310 800	194 123	194 123
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5		2 739	2 739
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 001 000	4 090 025	4 090 025
Autres	10			3 804 560
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	492 000	685 188	685 188
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	130 400	133 024	133 024
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	115 300	113 110	113 110
Autres	21			109 800
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 165 700	1 996 450	(239 220)
Activités culturelles	23			(206 044)
Réseau d'électricité	24			
	25	7 215 200	7 214 659	4 978 989
				4 596 763

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1	1 360 248	1 101 377
Charges sociales	2	313 407	275 349
Biens et services	3	91 972 269	57 481 378
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	93 645 924	58 858 104

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	158,00	35,00	294 455,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	35,00	1 820,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	279,00	31,50	426 625,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	179,00	39,00	363 059,00	*****	*****	*****
Policiers	5	146,00	37,80	285 360,00	*****	*****	*****
Pompiers	6	57,00	42,00	118 294,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	820,00		1 489 613,00	*****	*****	*****
Élus	9	13,00			1 097 776	236 530	1 334 306
	10	833,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	17 662	570 822	1 297 235		1 885 719
Réseau de distribution de l'eau potable	3	122 939	1 722 395	3 914 266		5 759 600
Traitement des eaux usées	4	17 033				17 033
Réseaux d'égout	5	122 728	216 715	492 502		831 945
Autres	6	6 023 643	9 389 078	7 738 270		23 150 991
	7	6 304 005	11 899 010	13 442 273		31 645 288

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	749	695
Évaluation	2		
Autres	3	183 545	200 921
	4	184 294	201 616
Sécurité publique			
Police	5	42 947	25 361
Sécurité incendie	6	79 607	76 327
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	122 554	101 688
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	2 881 318	2 339 256
Enlèvement de la neige	11	34 900	19 944
Autres	12	334 762	287 176
Transport collectif	13	9 597	12 239
Autres	14		
	15	3 260 577	2 658 615
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	315 682	317 264
Réseau de distribution de l'eau potable	17	651 658	593 504
Traitement des eaux usées	18	26 141	37 398
Réseaux d'égout	19	565 161	428 779
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	22 136	25 490
Autres	22	242 177	206 474
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	1 822 955	1 608 909
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	8 227	5 716
Rénovation urbaine	32	2 021	3 198
Promotion et développement économique	33	14 232	15 340
Autres	34		
	35	24 480	24 254
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 989 173	1 458 461
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	8 908	10 468
Autres	38	365 954	296 606
	39	2 364 035	1 765 535
Réseau d'électricité			
	40		
	41	7 778 895	6 360 617

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
maire	1.1	Maire	138 334	18 169	
conseiller	1.2	Conseiller	36 291	18 178	
conseiller	1.3	Conseiller	36 291	18 178	
conseiller	1.4	Conseiller	41 795	18 178	
conseiller	1.5	Conseiller	41 932	18 178	
conseiller	1.6	Conseiller	35 236	17 418	
conseiller	1.7	Conseiller	34 236	17 118	
conseiller	1.8	Conseiller	34 236	17 118	
conseiller	1.9	Conseiller	45 696	18 207	
conseiller	1.10	Conseiller	40 816	18 178	
conseiller	1.11	Conseiller	40 029	18 178	
conseiller	1.12	Conseiller	36 291	18 178	
conseiller	1.13	Conseiller	38 603	18 178	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 11 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 196 350 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 3 125 149 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 135 320 022 \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 46 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 47 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 _____ \$
 - Systèmes de drainage 51 _____ \$
 - Abords de routes 52 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 _____b) Date d'adoption de la résolution 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 CM-13455/19-12-17
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-12-17
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 10
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 7
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 1
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 2 888
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 1 067
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

- | | | | |
|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <p>Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».</p> | | | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 2 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 4 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 6 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 9 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-21

Nom du signataire : Cindy Caron, CPA, OMA

Fonction du signataire : Trésorière/ directrice Service finances

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-14 12:47

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	166 340 766	178 703 600	179 348 966	3 134 045	180 207 478
Investissement	2	20 690 809		48 236 461	1 477	48 236 461
	3	187 031 575	178 703 600	227 585 427	3 135 522	228 443 939
Charges	4	174 264 034	180 084 900	185 285 881	2 916 460	185 925 335
Excédent (déficit) de l'exercice	5	12 767 541	(1 381 300)	42 299 546	219 062	42 518 604
Moins : revenus d'investissement	6 (	20 690 809)(	)	48 236 461)(	1 477)(	48 236 461)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(7 923 268)	(1 381 300)	(5 936 915)	217 585	(5 717 857)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	28 449 490	26 804 600	31 263 828	497 099	31 760 927
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	23 401 073)(	21 162 400)(	22 253 214)(	976 840)(	23 230 054)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 394 684)(	2 100 000)(	1 923 081)(	20 159)(	1 944 717)
Excédent (déficit) accumulé	12	8 180 746	(2 190 900)	869 361	210 301	1 079 662
Autres éléments de conciliation	13	465 762	30 000	558 132	5 674	563 806
	14	11 300 241	1 381 300	8 515 026	(283 925)	8 229 624
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 376 973		2 578 111	(66 340)	2 511 767

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	25 139 465	15 837 095	16 493 647
Débiteurs	2	54 915 724	74 178 332	74 504 444
Placements de portefeuille	3	27 000 000	10 000 000	10 000 000
Autres	4	3 058 857	4 918 418	4 918 418
	5	110 114 046	104 933 845	105 916 509
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	256 947 701	268 929 925	280 769 673
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	56 635 173	60 717 191	61 590 722
	10	313 582 874	329 647 116	342 360 395
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(203 468 828)	(224 713 271)	(236 443 886)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	529 341 168	591 217 057	607 426 226
Autres	13	11 314 136	12 982 236	13 108 046
	14	540 655 304	604 199 293	620 534 272
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	10 562 541	5 880 096	6 034 516
Excédent de fonctionnement affecté	16	9 782 758	10 633 891	10 772 832
Réserves financières et fonds réservés	17	20 047 969	17 493 528	17 493 528
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	5 240 035)(	5 034 712)(	5 057 200)(
Financement des investissements en cours	19	(3 203 913)	(15 006 091)	(15 006 091)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	305 237 156	365 519 310	369 852 801
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	337 186 476	379 486 022	384 090 386

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget - Exercice suivant	1.1		925 000
▪ Situations exceptionnelles	1.2	2 500 000	2 500 000
▪ Assurances générales	1.3	1 000 000	1 000 000
▪ Ester en justice	1.4	1 000 000	1 000 000
▪ Acquisition d'immobilisations	1.5		2 303 374
▪ Maintien d'actifs	1.6	1 600 000	
▪ Implantation d'un système d'information en Ressources humaines	1.7	2 500 000	
▪ Paiement comptant des activités d'investissement	1.8	1 000 000	673 244
▪ Divers projets	1.9	1 033 891	1 381 140
	2	10 633 891	9 782 758
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	138 941	237 905
	4	10 772 832	10 020 663
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Boues usées	5.1	432 529	10 675
▪ Gestion des actifs	5.2	375 434	2 198 023
▪ Déneigement	5.3	2 000 000	2 000 000
▪ Élections municipales	5.4	697 178	494 926
▪ Confection des plans et devis	5.5	1 943 957	1 690 492
▪ Mesures compensatoires	5.6	2 107 468	768 711
▪ Autres	5.7	759 019	480 926
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	2 978 186	5 159 435
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	2 974 270	3 981 716
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13		
Autres			
▪ Fonds parc et terrain de jeu	14.1	669 000	669 000
▪ Fonds de logement social	14.2	2 519 987	2 557 565
▪ Fonds de stationnement	14.3	36 500	36 500
	15	17 493 528	20 047 969
	16	28 266 360	30 068 632

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	257 523 491
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	266 336 391

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	2 974 270	3 871 650
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	201 645 629	192 449 761
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	50 460 827	55 729 684
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	26 934 899	19 645 098
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	1 067 184	275 547
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	283 082 809	271 971 740

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	121 108 344	134 878 000	135 320 022	135 320 022
Compensations tenant lieu de taxes	13	9 019 811	8 184 000	8 342 443	8 342 443
Quotes-parts	14				
Transferts	15	6 371 438	6 204 200	6 354 004	6 380 840
Services rendus	16	6 638 790	6 557 200	6 870 789	7 456 037
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	18 791 645	18 961 500	19 264 502	19 264 502
Autres	18	4 410 738	3 918 700	3 197 206	3 443 634
	19	166 340 766	178 703 600	179 348 966	180 207 478
Investissement					
Taxes	20	156 598			
Quotes-parts	21				
Transferts	22	16 435 196		25 291 284	25 291 284
Autres	23	4 099 015		22 945 177	22 945 177
	24	20 690 809		48 236 461	48 236 461
	25	187 031 575	178 703 600	227 585 427	228 443 939

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	21 224 900	21 113 450	886 652	22 000 102	21 992 102	22 276 468
Sécurité publique							
Police	2	33 142 500	31 768 428	890 511	32 658 939	32 658 939	30 857 067
Sécurité incendie	3	9 755 400	10 470 346	503 276	10 973 622	10 973 622	9 668 056
Autres	4	1 248 600	1 112 579	2 939	1 115 518	1 115 518	996 792
Transport							
Réseau routier	5	24 439 500	25 876 555	15 492 537	41 369 092	41 369 092	37 868 200
Transport collectif	6	4 992 900	5 237 223	154 977	5 392 200	5 392 200	5 616 909
Autres	7			46 110	46 110	18 984	
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	11 007 800	11 274 608	8 062 825	19 337 433	19 337 433	20 445 713
Matières résiduelles	9	9 518 200	9 311 695	698 559	10 010 254	10 010 254	8 319 294
Autres	10	481 100	669 433		669 433	669 433	317 926
Santé et bien-être	11	660 100	672 118		672 118	672 118	520 850
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	6 079 800	5 907 717	57 323	5 965 040	5 965 040	5 251 109
Promotion et développement économique	13	2 347 700	2 005 288	7 627	2 012 915	2 012 915	2 391 415
Autres	14		31 766	4 928	36 694	36 694	441 145
Loisirs et culture	15	20 387 600	20 791 952	4 455 564	25 247 516	25 545 112	23 100 556
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	7 994 200	7 778 895		7 778 895	8 155 879	6 744 025
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	153 280 300	154 022 053	31 263 828	185 285 881	185 925 335	174 815 525
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	26 804 600	31 263 828 (	31 263 828)			
	21	180 084 900	185 285 881		185 285 881	185 925 335	174 815 525

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	20 690 809	48 236 461	1 477	48 236 461
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	58 858 104)(	93 645 924)(	21 636)(	93 667 560)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	5 662 032)(	2 669 984)(	)	2 669 984)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	16 296 402	26 259 685		26 259 685
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 394 684	1 923 081	20 159	1 944 717
Excédent accumulé	6	15 450 685	8 284 881		8 284 881
	7	(30 378 365)	(59 848 261)	(1 477)	(59 848 261)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(9 687 556)	(11 611 800)		(11 611 800)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14